

Déclaration d'organisations de la gauche grecque contre l'état d'urgence en France

mardi 8 décembre 2015, par [Antarsya](#), [EEK](#), [KKE \(ml\)](#), [OKDE-Spartakos](#), [Unité Populaire](#) (Date de rédaction antérieure : 4 décembre 2015).

Nous, partis, organisations et fronts de la gauche grecque signataires de ce texte, nous exprimons une vigoureuse protestation, et dénonçons la décision du gouvernement et du parlement français de suspendre les libertés démocratiques ; nous dénonçons la répression des mobilisations de masse, les emprisonnements et les assignations à domicile de centaines de militants de gauche, des syndicats et des mouvements écologiques en France. L'image des manifestations interdites et des violentes attaques répressives vis-à-vis de manifestants pacifiques, ainsi que la suppression de droits démocratiques fondamentaux provoque en nous colère et indignation.

La colère et la tristesse pour les victimes des attaques criminelles du 13 novembre ne peuvent en aucun cas justifier la suppression de droits démocratiques fondamentaux et l'instauration d'un « état d'urgence » antidémocratique et autoritaire. Elles ne peuvent légitimer la poursuite et la banalisation des interventions impérialistes et des bombardements qui dans la réalité alimentent au lieu de l'interrompre le cercle vicieux de la violence, et dont les attaques criminelles de Paris sont un aspect. Elles ne doivent pas amener une aggravation supplémentaire de la situation des réfugiés et des migrants ni des entraves à leur droit à des voies d'accès sûres et au droit d'asile. Elles ne doivent pas servir de prétexte aux gouvernements européens et à l'UE pour la mise en place de la logique autoritaire de l'« Europe citadelle ».

Nous joignons notre voix à celle de nos camarades français en lutte pour exiger que soit levé l'« état d'urgence » autoritaire et antidémocratique, que soient remis en vigueur les droits démocratiques fondamentaux, que s'arrêtent les poursuites inacceptables contre les militants. Nous affirmons notre résolution pour une lutte internationale, coordonnée, contre la guerre, l'impérialisme et l'« hystérie antiterroriste » et en faveur d'une solution des problèmes internationaux sur la base des droits des peuples de la région et de leur coexistence pacifique.

LAE (Unité Populaire)

ANTARSYA (Coopération Anticapitaliste de Gauche pour le Renversement)

EEK (Parti Révolutionnaire des Travailleurs)

KKE (m-l) (Parti Communiste Grecque (marxiste-léniniste))

OKDE (Organisation des Communistes Internationalistes Grecques)
